

Appel conjoint de 14 ONG au Yémen Intensification des combats à Hodeidah. Les civils pris au piège !

Genève, le 8 novembre 2018

Les organisations non gouvernementales internationales au Yémen sont horrifiées par la recrudescence des hostilités dans la ville de Hodeidah et ses environs. Après les appels à un cessez-le-feu lancés par la communauté internationale il y a quelques jours seulement, il s'agit là d'une évolution particulièrement inquiétante. Toutes les parties au conflit doivent immédiatement cesser les violences, l'impact de ces combats sur les civils à Hodeidah et dans tout le Yémen étant catastrophique.

Des infrastructures civiles et des habitations sont occupées par des forces armées, les installations médicales sont gravement menacées, ce qui met en danger non seulement la vie des personnels et des patients, mais limite également l'accès aux services de santé. L'utilisation de civils comme boucliers humains est une violation honteuse du droit international humanitaire qui exige une enquête immédiate.

La plupart des voies de communication pour sortir d'Hodeidah sont aujourd'hui bloquées par les combats, ce qui entrave gravement la capacité des organisations humanitaires à acheminer l'aide et les biens aux personnes dans le besoin à travers le Yémen. Les combats empêchent également les habitants de fuir vers un lieu sûr. Plus de 70 % de l'approvisionnement du pays passe par Hodeidah et il est crucial que ces routes restent ouvertes pour assurer le passage sûr de l'aide aux millions de personnes qui en dépendent pour leur survie.

Il est urgent et prioritaire de protéger les civils et en particulier les enfants à Hodeidah et dans ses environs, contre les effets directs et indirects des combats. Nous appelons à la cessation immédiate des hostilités et exhortons les parties au conflit à entamer des pourparlers de paix sous la direction de l'envoyé spécial des Nations Unies Martin Griffiths. Nous demandons au Conseil de sécurité de l'ONU d'adopter une résolution sans équivoque permettant à l'envoyé spécial de mettre fin aux combats et aux souffrances des millions de personnes qui ont déjà perdu leurs moyens de subsistance et dont les existences sont ruinées.

Handicap International au Yémen

HI intervient dans 8 établissements de santé (hôpitaux et centres de réadaptation) à Sanaa et ses environs. L'association fournit des soins en réadaptation, un accompagnement psycho-social et des aides à la mobilité (prothèses, béquilles, fauteuils roulants) aux personnes blessées et handicapées. Les bénéficiaires de ces actions de HI sont en grande partie des personnes blessées par le conflit ou en raison d'un accident de la route.

Signataires



A propos de Handicap International

Handicap International (HI) est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 35 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Ouvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Depuis sa création en 1982, HI a mis en place des programmes de développement dans près de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. En janvier 2018, le réseau mondial Handicap International devient Humanité & Inclusion. Il comprend des associations nationales qui s'appellent «Handicap International» dans les pays d'Europe continentale (France, Allemagne, Suisse, Belgique et Luxembourg) et «Humanité & Inclusion» au Canada, aux Etats-Unis et au Royaume-Uni.

HI est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Elle agit et témoigne partout où «vivre debout» ne va pas de soi.

A Genève, Broken Chair symbolise sa lutte contre les armes explosives et les violences infligées aux populations lors des conflits armés. Créé par Daniel Berset sur demande de HI et installé face aux Nations unies, le monument est un défi adressé à la communauté internationale. Il lui rappelle ses obligations de respecter le Droit international humanitaire et de protéger les civils contre l'usage des armes explosives en zones peuplées.